

HYGIÈNE, SÉCURITÉ et CONDITIONS DE TRAVAIL

DDFiP 64 / DOUANES 64 et 40

Compte-rendu du CHSCT du 1^{er} avril 2016

➤ LES RESTRUCTURATIONS : ENFIN DES NOUVELLES OFFICIELLES !

Rumeurs, annonces officielles qui n'en sont pas, rétro-pédalages : la communication de la DDFiP 64 sur ce sujet est plus qu'approximative !

Interrogé par les membres du CHS-CT, le Directeur Départemental a donné les informations suivantes :

● **Pour la DDFiP** : le projet de fusion des trésoreries de Garlin, Thèze et Arzacq est sans doute repoussé au 1^{er} janvier 2018 et la fusion des trésoreries de Salies-de-Béarn, Sauveterre et Navarrenx est suspendue.

Le rattachement du service enregistrement au SPF 1^{er} bureau sur Pau et Bayonne est quant à lui prévu au 1^{er} septembre 2017.

● **Pour la Douane** : la fermeture de la Brigade de Cambo ne se fera pas et restera avec un effectif de 15 agents.

Par contre, la Recette Régionale des Douanes de Bayonne doit fermer au 1^{er} janvier 2017 (transfert des activités vers la Recette Régionale de Bordeaux). Ce projet concerne 9 agents.

Les membres du CHS-CT, appelés à voter sur ce sujet précis, se sont à l'unanimité prononcés contre la fermeture de la Recette Régionale de Bayonne.

Le Bureau des douanes de Tarbes va également fermer avec un transfert des missions viticultures vers le bureau de Pau.

La CGT condamne ces restructurations uniquement motivées par l'absorption de suppressions d'emplois infondées, qui nous sont imposées par une politique anti-service public et qui est relayée par les directeurs locaux malgré le mal-être grandissant des agents des finances.

➤ LA CANTINE DE BAYONNE :

Alertés par l'Association de Gestion du Restaurant du Centre des Finances Publiques de Bayonne Vauban sur les soucis récurrents du matériel, les représentants CGT

ont demandé à ce que ce sujet soit mis à l'ordre du jour de ce CHS-CT.

Le prestataire, la Société SOGERES, avait indiqué par courrier que les pannes des frigidaires ne permettaient plus de respecter la chaîne du froid ce qui pouvait entraîner des risques sanitaires graves.

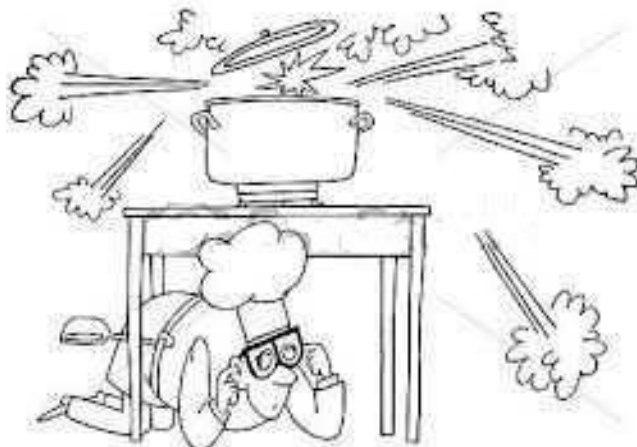
La société avait déjà réduit son offre afin de limiter ces risques au maximum, ce qui a eu un impact notable sur la qualité et la variété des menus proposés. C'est donc bien l'avenir de la cantine qui est en jeu !

Interpellé par les représentants CGT, le Directeur a assuré qu'il souhaitait que la cantine retrouve au plus vite un fonctionnement normal et que le service de restauration devait absolument se maintenir sur Bayonne Vauban. Il est vrai aussi, qu'il ne pouvait pas contredire les orientations du secrétariat général qui font de la restauration collective une priorité !

Grâce à la mobilisation des collègues qui gèrent le restaurant administratif de Bayonne Vauban, relayée notamment par les représentants CGT, les réparations des cellules de refroidissement, des fours, de la hotte aspirante et de la vitrine réfrigérée devraient se faire dans les prochaines semaines.

Le budget départemental de la DDFiP ainsi que le secrétariat Général via l'action sociale sont sollicités.

Les représentants CGT continueront de suivre avec attention ce dossier pour que des solutions rapides et durables puissent être trouvées.



➤ LE PROGRAMME D'INTERVENTION 2016

Le budget 2016 attribué au CHS-CT des Pyrénées Atlantiques s'élève à **147 087,00 €**.

Au 1^{er} avril 2016, le CHS-CT 64 n'a toutefois reçu qu'une dotation de 73 543,50 € soit 50 % de la dotation globale.

Une fois de plus, la secrétaire animatrice a souligné les difficultés rencontrées avec le circuit de facturation et rappelle l'importance d'engager les actions le plus tôt possible pour une réalisation des travaux et des services faits au plus tard courant novembre. Au-delà, les crédits engagés pour l'année sont perdus et viennent impacter le budget de l'année suivante.

En tenant compte des actions engagées lors du CHS-CT du 1^{er} décembre, le solde s'élève à **54 897,05 €**.

Toutefois, la réalisation des projets validés par les membres du CHS-CT reste conditionnée au versement effectif de la totalité de la dotation.

➤ UN POINT SUR LES FORMATIONS

Les nouvelles formations mises en place en 2016 relatives à la gestion du stress et la gestion des situations difficiles a été accueillie favorablement par les agents, ce qui a conduit à doubler une session. Ces formations devraient donc être reconduites en 2017 afin qu'un plus grand nombre d'agents puisse en profiter.

De nouvelles formations de conduite en situation difficile sont également sollicitées par la Douane et devraient donc figurer au programme de 2017.

Le montant total des formations pour 2016 s'élève à 27 254,29 €.

Deux formations de gestionnaires de sites (acteurs indispensables dans le relais des informations et le suivi des travaux) se tiendront sur Pau les 10 et 11 mai 2016 et les 12 et 13 mai 2016.

➤ LA DDFiP 64 EN (MAUVAIS) ÉTAT DE SIÈGE !

Face au nombre de plus en plus important de demandes d'aménagement de poste avec changement de fauteuil, les représentants CGT avaient accueilli favorablement lors du dernier CHS-CT la proposition de l'assistant de prévention de participer à l'achat de nouveaux fauteuils.

Il faut dire aussi que de nombreux collègues passent leur journée de travail sur des fauteuils en très mauvais état, alors que dans certains placards des fauteuils quasi-neufs sommeillent...

Dans une logique de prévention des troubles musculo-squelettiques les représentants CGT ont accepté le principe d'un cofinancement pour l'achat de 20 fauteuils (10 sièges pour la DDFiP et 10 pour la Douane), tout en demandant à ce que les fauteuils en bon état, mais inutilisés, puissent être redéployés.

Toutefois, cet achat, qui relève en principe du budget des Directions, ne se fera qu'en fonction des crédits qui resteront disponibles au CHS-CT (les aménagements de poste étant prioritaires et se faisant tout au long de l'année).

La CGT condamne les baisses drastiques des budgets départementaux, qui limitent l'action des CHS-CT dont le budget se retrouve à combler la trésorerie de Directions locales.

En effet, les conditions de travail des agents, déjà fortement mises à mal en raison des suppressions d'emplois, sont d'autant plus insupportables lorsque le matériel ne suit plus non plus...



➤ VOTE DU PLAN ANNUEL DE PRÉVENTION

Comme évoqué lors des réunions préparatoires à l'élaboration du Document Unique de l'Évaluation des Risques Professionnels (DUERP), les demandes de petits travaux électriques seront intégrées dans le registre Santé-Sécurité-Travail (RSST) pour un meilleur suivi des actions engagées.

En effet, le suivi par l'Assistant de Prévention du RSST dématérialisé sur Ulysse 64 est aujourd'hui très efficace et permet une meilleure traçabilité des travaux.

Le Plan annuel de prévention (PAP) de la DDFiP 64, ainsi que celui de la Douane, ont été validés.

Dès lors que les travaux et aménagements électriques notamment ont été intégrés au RSST, le Directeur s'est engagé, au niveau du PAP, sur la prévention des troubles musculo-squelettiques (TMS), les risques

routiers, les pressions temporelles et organisationnelles que subissent les agents.

Les solutions seront toutefois difficiles à trouver, en l'absence de moyens et d'emplois...

➤ LE CHS-CT BIENTÔT EN VISITE CHEZ VOUS ?

Les membres du CHS ont reçu début mars une proposition de visites de postes émanant de la DDFiP64.

Les postes concernés étaient Salies-Sauveterre-Navarrex et Arzac-Thèze-Garlin.

Les représentants CGT ont décliné cette proposition pour 2 raisons :

- une délégation officielle ne peut se mettre en place que sur demande du CHS-CT qui, à l'issue des débats, établit un programme et sa feuille de route, désigne une délégation avec pour mission de faire un compte-rendu à la réunion suivante du Comité.

- le choix des trésoreries était largement orienté puisque il concernait les projets de fusion de la Direction dans le Béarn. Projets finalement abandonnés ou reportés un mois après !

De plus, les représentants CGT n'ont pas besoin de la direction pour visiter ces postes et aller à la rencontre des agents.

Faire des visites de postes ou de services dans le cadre du CHS-CT a un sens précis et se prépare.

Par conséquent, les représentants CGT ont proposé que ce sujet soit remis à l'ordre du jour du prochain CHS-CT et que le projet des visites de postes et de services de la DDFiP ou de la Douane soit le fruit d'une réflexion collective et non dirigé uniquement par la direction pour préparer le terrain à d'éventuelles restructurations.

➤ UN POINT SUR LES ACCIDENTS DE TRAVAIL

Les représentants du CHS ont eu un tableau récapitulatif des accidents de travail à la DDFiP 64.

Si la cause première de ces accidents reste la chute avec des conséquences traumatiques, leurs origines ne sont pas suffisamment détaillées. Il n'est pas non plus précisé si les agents concernés se sont retrouvés en arrêt de travail.

Le Président du CHS a convenu de cette insuffisance et a proposé que les informations soient transmises au fil de l'eau avec des indications plus précises.

L'Assistante Sociale a également demandé, à juste titre, à recevoir les informations concernant les accidents de travail avec arrêt maladie.

➤ UN POINT SUR LE SUIVI DES AGENTS EN ARRÊT MALADIE

M. Daréous a insisté sur le rôle du service RH :

- Surveillance des agents en collaboration avec les assistantes sociales,

- Information des agents sur leur rémunération après un arrêt de plus de 3 mois,

- Préparation du retour des agents au travail en collaboration avec le Médecin de Prévention, les assistantes sociales, l'Assistant de Prévention et la direction.



Les représentants CGT ont insisté sur la sensibilisation des chefs et agents des services lors du retour d'un agent qui a connu une longue période d'arrêt maladie.

En effet, son accueil, les conditions de son retour au travail, sont essentielles pour limiter les rechutes et accompagner la reprise.

➤ LES AGENTS DE PAU ORLÉANS : BIENTÔT VERS PLUS DE SÉCURITÉ ?

La cour du site Pau Orléans étant ouverte à tous, l'installation d'une caméra de surveillance est à l'étude. Plus généralement, une remise à plat complète des règles de sécurité du site est en cours.

... MAIS AVEC UN PARKING PAYANT ?

La mairie de Pau a le projet de mettre fin à la gratuité du stationnement du parking de la place de Verdun, alors que, déjà, les quelques rues alentours passent payantes cette semaine.

Les agents de Pau Orléans (et Monpezat !) seront impactés par cette décision, un grand nombre d'entre eux n'ayant pas d'autres possibilités de stationnement.

Les représentants CGT Finances ont expressément demandé au Président d'intervenir pour maintenir la gratuité du stationnement, à Pau, mais aussi de réfléchir à une prise en charge du coût du stationnement à Bayonne, sujet récurrent depuis plusieurs années.

M. NESA s'est engagé à rencontrer le maire de Pau afin de discuter avec lui de l'octroi de places à la DDFiP.

Les choses sont toujours dites « compliquées » pour Bayonne, mais il n'a pas fermé la porte à une possible prise en charge...

Payer une somme chaque jour, même modique, ne peut avoir que des répercussions financières importantes sur des agents des finances qui voient déjà fondre chaque année leur pouvoir d'achat.

Une pétition des agents de Pau Orléans et Pau Monpezat a été remise à M. NESA lors du CTL du 26 avril 2016 et sera également remise au maire de PAU.

➤ EXPÉRIMENTATION DU PISTOLET MITRAILLEUR « HK » À LA DOUANE

La Direction Régionale est la première Direction expérimentatrice par l'intermédiaire de la brigade Bayonne BSI.

8 agents volontaires vont être retenus au sein de cette unité plus deux officiers de tir. Une doctrine d'emploi est en cours d'écriture.

Les formations devraient débuter entre le mois d'avril et le mois de mai.

Selon les dernières informations, l'arme sera suffisamment accessoirisée pour réduire les risques au maximum lors d'une utilisation en mono coup, mais sa présence sur un service nécessitera une révision à la hausse de l'effectif de l'équipe.

Complément de propositions de programmes 2016

DDFiP	
Renouvellement 8 trousse secours véhicules	173,88
Remplacement BAES (blocs autonomes d'éclairage de sécurité)	1.291,80
Acquisition 14 trousse secours Géomètres	288,01
Dotations parkas géomètres	1491,84
Changement batteries centrales incendie	176,92
Remplacement des fenêtres CFP Bayonne Vauban façade nord étages 1 et 2	36.000,00
Remplacement des fauteuils usagés (prix unitaire)	158,77
Aménagement de plusieurs postes de travail suite à prescription du Médecin de Prévention	3.224,41
DRDDI	
Acquisition 6 ceintures lombaires sur BSI Hendaye et DR Bayonne	468,00
Remplacement sol extérieur stand de tir	5.867,30
Acquisition de 2 diables BSI Mont de Marsan et DR Bayonne	99,98
Achat de 4 kits de balises magnétiques	1.004,40
Achat de 8 trousse de secours	584,64
Achat de 2 casques anti-bruit	58,21
Achat de 12 paires de gants de manipulation	54,48
Aménagement de poste suite à prescription du Médecin de Prévention	527,56
Installation Climatisation BSI de Dax en cofinancement	3,020,43
Remplacement des fauteuils usagés (prix unitaire)	158,77

SIÈGENT POUR LA CGT FINANCES

Anne SEGUIER, Eric MANRY, Catherine DESBONNET, Nathalie LAMOUREUX, Laurent LONDAIZ, Corinne KOHLER
Manuëla TRICHET (experte)